



**Boris Tadic**, président de Serbie, exclut toute reconnaissance par Belgrade de l'indépendance du Kosovo : « Certains pensent que nous finirons par céder. Cela ne se produira pas. Jamais. Par aucun dirigeant démocratique serbe ». © EPA.



**MALGRÉ** les difficultés politiques de l'heure, la Belgique bénéficie d'un fort crédit dans les enceintes européennes. © AFP.

## Union européenne

# Yves Leterme fait briller la bonne étoile européenne de la Belgique

STRASBOURG  
DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL

Yves Leterme, le Premier ministre en affaires courantes, était au mieux de sa forme, mercredi matin, devant les députés européens, auxquels il était venu présenter les priorités de la présidence belge du Conseil de l'Union. Un discours inspiré, sur la forme et sur le fond, avec quelques bons élans lyriques : « *Vue de l'extérieur, l'Europe a tout pour être heureuse (...) Mais elle ne parvient pas, ou trop peu, à l'être.* » Du Yves Leterme des grands jours ! Totalemment présent. Tout à son affaire.

Les réactions des grands groupes politiques de l'Europarlament ont révélé, une nouvelle fois, l'énorme crédit dont bénéficie la Belgique dans les enceintes européennes. Etat fondateur, Etat moteur, Etat modèle : toujours du bon côté, toujours de bonnes présidences - celle-ci est la douzième...

Le chef du groupe socialiste, l'Allemand Martin Schulz, un très « mauvais caractère », était méconnaissable : « *Cette présidence est une immense chance pour nous tous. Je vous en remercie.* » Le conservateur français Jean-Marie Cavada a résumé le sentiment général : « *Qu'elle soit en bon ou en mauvais état, la Belgique s'est toujours distinguée par son patriotisme européen.* »

Cette excellente réputation de la Belgique avait d'ailleurs déjà joué en faveur de Herman Van Rompuy dans la course au poste de président permanent du Conseil européen. Il a aussi été question de lui, justement, hier : « *J'espère que la présidence belge va éclaircir le rôle du président permanent,* a lancé l'Allemande Rebecca Harms, coprésidente du groupe des Verts. *Parce qu'on a l'impression qu'il tire les ficelles pour le compte des grands pays...* »

La situation politique belge a évidemment également été évoquée. « *La disparition des forces d'intégration est un problème belge et européen* », a estimé la même écologiste allemande. Quant à Nigel Farage, le maintenant célèbre bouffon anti-européen britannique, il s'est à nouveau fait remarquer : « *La Belgique est le prototype de l'UE et il est en train de s'effondrer.* » C'est ce qu'il a dit de plus pertinent.

Yves Leterme a rassuré dans toutes les langues. Allant jusqu'à affirmer : « *L'avantage de la situation politique en Belgique, c'est que le gouvernement en affaires courantes peut se consacrer quasiment à temps plein à la présidence européenne.* » Une présidence tournante belge mobilisée de façon permanente à côté d'une présidence permanente belge ? Ce n'est pas très clair ! Un compromis à la belge ? ■ **MAROUN LABAKI**

## France / La diplomatie, sous l'ère Kouchner, s'attire les critiques

# Quand le « Quai » tangue

Que se passe-t-il au Quai d'Orsay ? Le département des Affaires étrangères françaises bruit de rumeurs alimentées par des ressentiments qui se développent depuis des mois ou même des années à divers degrés de la hiérarchie. Ces derniers jours, une partie des problèmes a été offerte en pâture au public par voie de presse. Au centre de la mini-tempête : Bernard Kouchner, ci-devant très populaire « French Doctor » et fierté de la gauche, passé en 2007 au service de Nicolas Sarkozy alors en quête de candidats d'« ouverture ».

Ce 7 juillet, Alain Juppé et Hubert Védrine, deux ex-patrons de la maison, l'un de droite et l'autre de gauche, ont sonné la charge dans une tribune libre publiée par *Le Monde*. Les auteurs se disent « inquiets des conséquences pour la France d'un affaiblissement sans précédent de ses réseaux diplomatiques et culturels ». Et de fustiger « des économies marginales », dont « l'effet est dévastateur : l'instrument est sur le point d'être cassé, cela se voit dans le monde entier ».

Contacté par nos soins, Jean-Pierre Farjon, secrétaire général de la CFDT au ministère, indique que son syndicat est « à 100 % d'accord » avec le texte du tandem Juppé-Védrine, « qui est un événement ». « *Les économies dérisoires, précise-t-il, mettent nos missions à l'étranger en péril, que ce soit l'activité consulaire - l'assistance aux Français - ou la coopération culturelle, technique et scientifique. Et le budget 2011 s'annonce encore plus dramatique avec la suppression de cinq cents emplois de plus, ce qui amplifiera la détérioration des conditions de travail.* »

Mais ce n'est pas tout. Mercredi aussi, le même quotidien publiait une page pleine d'interview de Jean-Christophe Ruffin, l'écrivain prix Goncourt qui avait été nommé ambassadeur au Sénégal en 2007 et qui a récemment démissionné au terme d'une polémique avec le président local : Abdoulaye Wade détestait ses critiques, souhaitait son départ et a pu ensuite quasiment désigner lui-même son successeur !

Ruffin, qui a quitté la diplomatie, ne

mâche pas ses mots. « *Le Quai d'Orsay, dit-il, est aujourd'hui un ministère sinistré, les diplomates sont dans le désarroi le plus total, car ils ne se sentent pas défendus.* » Mais Ruffin donne aussi des coups plus précis : « *La réalité, c'est que le Quai d'Orsay ne pèse plus rien dans les affaires africaines* » (...) Celles-ci « sont tranchées par Claude Guéant, le

« **Le Quai d'Orsay est un ministère sinistré, les diplomates sont dans le désarroi le plus total, car ils ne se sentent plus défendus** » Jean-Christophe Ruffin

secrétaire général de la présidence qui n'a pas une connaissance particulière de l'Afrique ». Ruffin se demande ainsi « comment Bernard Kouchner peut avaliser des décisions prises par d'autres sur des bases qui ne sont pas les siennes ».

L'existence d'une cellule diplomatique à l'Élysée qui fait de l'ombre au titulaire des Affaires étrangères était un secret de polichinelle depuis longtemps, mais cette fois, l'exceptionnelle exposition publi-

que de dissensions ne laisse pas d'étonner. Le 29 mai, dans l'hebdomadaire *Marianne*, le journaliste vétérinaire Denis Jeanbar avait écrit ces mots terribles en s'adressant à Kouchner : « *Il serait injuste de vous traiter d'incapable, vous n'êtes qu'impuissant* »...

Le principal intéressé fait le gros dos et refuse d'envisager une démission. Il s'en est pris à Jean-Christophe Ruffin : « *De qui parlez-vous ? Ah ! l'homme que j'avais nommé, qui n'était pas ambassadeur, et qui n'est pas content que je ne lui téléphone pas alors qu'il a demandé lui-même à partir...* ». Avant de durcir le ton au Parlement : « *J'espère qu'il ne s'étouffera pas de haine. On n'est jamais trahi que par les siens.* »

Quant au porte-parole du Quai, Bernard Valero, il ne veut pas entendre parler de « crise » et consent juste à admettre un contexte budgétaire « très difficile ». Et d'assurer : « *Cette maison, ceux qui y travaillent, sont fiers de leur métier et continuent à être, en dépit des difficultés, totalement mobilisés* ». ■

BAUDOIN LOOS

### L'ESSENTIEL

- Moyens financiers et humains en baisse, perte d'influence : les volées de bois vert atteignent Bernard Kouchner de plein fouet.
- L'homme en-casse et répond par l'ironie.



SEPTEMBRE 2007 À L'ONU. Bernard Kouchner fait le dur apprentissage du poste de ministre des Affaires étrangères de la France. Le président Nicolas Sarkozy, qu'il vient de rejoindre en délaissant la gauche, a vite établi à l'Élysée une cellule diplomatique qui fait ombre à l'action de son ministère. © DOPPAGNE/B.

## Afghanistan / Libération - définitive ? - du commanditaire du meurtre de la jeune humanitaire belge

# Affaire De Beir : l'espoir s'évanouit

Justice ne sera probablement jamais rendue à la seule Belge à avoir trouvé la mort en Afghanistan : l'homme qui a commandité l'assassinat de la Courtraienne Hélène De Beir vient de bénéficier d'une nouvelle libération. Et cette fois, la relaxe s'est effectuée sur la base d'un troc, avec l'accord et la caution morale des anciens du village d'origine du détenu.

Le 2 juin 2004, sur les hauteurs du village de Khairkhana (Badghis), un véhicule tout-terrain de Médecins Sans Frontières-Pays-Bas était intercepté par deux jeunes hommes en armes, et les cinq occupants abattus à bout portant : un interprète et un chauffeur afghans, un logisticien néerlandais, un

médecin norvégien et la cheffe de mission, M<sup>lle</sup> De Beir, une Belge de 29 ans.

Il ne faudra que quelques jours pour comprendre le motif du carnage. Les deux exécutants seront retrouvés et sommairement condamnés. Mais le commanditaire, Yakub Khan, ex-chef de police et protégé par un clan puissant, sera arrêté au moins trois fois, déporté au moins à une occasion vers la capitale Kaboul, mais jamais condamné malgré la pression constante de la Belgique, des Pays-Bas, de la Norvège (et de MSF qui quittera pour cinq ans l'Afghanistan).

Fin mai, *Le Soir* apprenait que le service de renseignement afghan (National Directorate of Security) avait à nou-

veau mis la main sur Yakub Khan, non pas en relation avec les meurtres de 2004 mais pour de nouvelles violences. Le profil du nouveau gouverneur, un « dur » issu du parti radical islamiste Hezb-i-Islami-Khalis, laissait escompter une justice sévère à l'encontre du prévenu. Las, le gouverneur avait un autre agenda que celui des pays occidentaux. Appréhendé pour des faits que les autorités locales peinaient à établir, Yakub Khan s'est vu proposer une transaction : s'il parvenait à ramener son cousin Yusuf soit dans le giron gouvernemental, soit en prison, Yakub retrouverait la liberté. Par ailleurs, douze anciens de son village se porteraient garants du comportement futur du déte-

nu... En conséquence, Khan a été libéré après un peu plus d'un mois de prison, une libération confirmée à la représentation diplomatique belge à Kaboul.

L'administration belge des Affaires étrangères ne peut que « regretter » la libération : la diplomatie belge est intervenue, au départ tant de Bruxelles que de Kaboul, pour tenter de l'empêcher. Les Affaires étrangères ne désespèrent pas et une source interne confirme qu'il n'est pas question d'enterrer le dossier De Beir. Mais à part la volonté confirmée de la Belgique de financer le rétablissement de l'Etat de droit en Afghanistan, on voit mal comment Bruxelles pourrait rebondir après ce dernier développement. ■ **ALAIN LALLEMAND**